

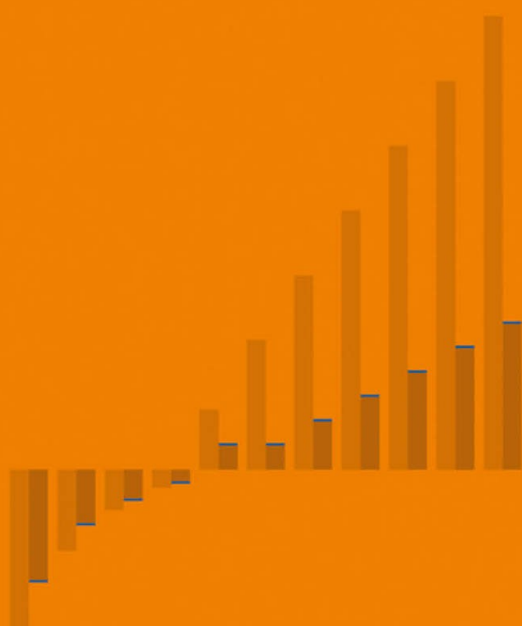
COLLECTION
GRANDS AUTEURS

ANIBAL QUIJANO

La colonialité du pouvoir

Yves-Frédéric Livian

— éditions —
ems
MANAGEMENT
& SOCIÉTÉ



Anibal Quijano Obregon est né en 1948 au Pérou. Il obtient un doctorat en sociologie en 1964 et devient enseignant à l'université San Marcos. Ses premiers travaux portent sur le mouvement paysan péruvien et le groupe social des « cholos ». Il est exilé au Mexique par le régime militaire d'Alvarado en 1974. D'inspiration marxiste à l'origine, il publie une quarantaine d'articles ou ouvrages et est professeur invité à Sao Paulo, Berlin, Hanovre et Paris. Il a une activité éditoriale et politique intense dans son pays.

Membre du groupe « Colonialité, Modernité » dès 1998, il contribue à de nombreux séminaires latino et nord-américains sur la pensée décoloniale en compagnie de W. Mignolo sémiologue argentin, S. Castro Gomez philosophe colombien ou R. Grosfoguel sociologue portoricain notamment. Opposant au régime Fujimori, il enseigne à l'université de New York, à Binghamton en 1995 mais reste domicilié à Lima où il meurt en 2018.

Une chaire A. Quijano a été créée à Madrid pour poursuivre des recherches sur « l'épistémologie décoloniale de la modernité ».

Il côtoya l'historien et économiste I. Wallerstein, chef du Centre d'Histoire Fernand Braudel dont il utilise le concept de « système-monde ».

Introduction et mise en contexte

Anibal Quijano est un intellectuel péruvien (1928-2018) caractéristique de la pensée latino-américaine « décoloniale » au sens de l'importance donnée aux processus coloniaux dans l'analyse du monde économique contemporain. Sociologue et économiste, A. Quijano 1 s'intéresse dès 1964 au croisement entre catégories sociales et raciales. Il analyse l'émergence au Pérou d'un groupe social nouveau, les « cholos », issu des traditions indiennes mais vivant en ville et influencé par la culture et le mode de vie occidental. Il y voit un métissage positif et un groupe porteur d'avenir. Plus tard, il fera le constat du racisme dont ils sont l'objet malgré ce qu'il appelle le « mythe » du métissage fondement de l'unité nationale de nombreux pays du continent, et du blocage, selon lui, des structures sociopolitiques autour d'une oligarchie blanche liée au capitalisme international.

1. Apports

1.1. La colonialité du pouvoir

Bien que clairement attribuable à AQ, la notion de « colonialité du pouvoir » fait partie d'un ensemble de réflexions produites au début des années 1990 2. AQ l'aborde en 1992. Le colonialisme correspond à une époque donnée, mais la « colonialité » est un phénomène persistant. Si le colonialisme a disparu depuis longtemps (l'Amérique latine gagne son indépendance politique au début du XIXe siècle), la structure coloniale du pouvoir persiste et reste « le mode le plus général de domination dans le monde actuel, une fois que le colonialisme comme ordre politique explicite a été détruit » (Quijano, 1992, p. 14) 3.

La colonialité, selon AQ, est apparue dès 1492 et a eu des conséquences nombreuses. Outre l'extermination des peuples « indigènes », elle a imprimé les imaginaires,

imposé ses manières de penser et séduit les peuples en faisant croire à un « modèle culturel universel ». Elle a aussi produit « des discriminations sociales codifiées ultérieurement comme les races, les ethnies [...] selon les moments, les agents et les populations impliquées » (p. 12).

La colonisation de l'Amérique consacre le premier « système-monde » de l'histoire : le capitalisme mondial, qui acquiert à cette date une cohérence structurelle inégalée. Ce système est appuyé sur la pensée rationnelle européenne, qui deviendra rapidement hégémonique.

Colonialité et capitalisme sont, selon l'auteur, indissociables.

La cohérence de ce système repose sur quatre éléments articulés :

- le contrôle du travail et de la main-d'œuvre (ayant notamment produit l'esclavage) ;
- le contrôle du sexe (modèle dominant de la famille réduite hétéro sexuelle) ;
- le contrôle de l'autorité (à travers l'État-Nation) ;
- le contrôle de l'intersubjectivité (les savoir et savoir-être imposés par l'Occident après destruction des cultures autochtones).

AQ insiste sur une vision historique : tous ces éléments ont pu exister avant mais ce qui est original est « l'articulation d'ensemble de toutes les formes historiquement connues au service du capital » (Quijano, 2000, p. 536).

Dans la colonialité du pouvoir, la définition du pouvoir proposée par AQ se différencie de la littérature marxiste ou de celle portant sur la domination (Bourdieu). C'est une notion multidimensionnelle, ayant des dimensions économiques mais aussi anthropologiques et culturelles. La « classe sociale » et les luttes qui en découlent ne sont pas des concepts suffisants. Le pouvoir n'est pas diffus et fluide comme le conçoivent les post-modernes. « Le pouvoir articule des formes hétérogènes d'existence sociale, produites en des temps distincts et des espaces distants, les réunit et les structure en un même monde, une société concrète, finalement en schémas de pouvoir historiquement spécifiques et déterminés. » (2006, p. 352, cité par Germana, 2020, p. 17)

L'analyse de AQ est originale de ce point de vue : il n'y a pas de société stable, de structures figées et intangibles (auxquelles les individus ne participeraient pas). Il y a des disputes, des conflits, les acteurs sociaux ne sont pas des victimes passives ou impuissantes. Ils peuvent tenir un rôle dans une instance, et un autre dans une autre (l'homme exploité au travail mais dominant la femme...). « Les éléments du pouvoir sont discontinus, hétérogènes, contradictoires et conflictuels dans l'espace et le temps. » (Ibid., p. 354)

Le capitalisme organise un nouveau marché du contrôle du travail. Contrairement aux marxistes, il indique qu'il ne faut pas s'arrêter sur la seule relation patron/salarié mais prendre en compte l'esclavage et toutes les formes de travail informel mal payé ou non payé (servitude paysanne, travail forcé postcolonial, exploitation...).

Ce travail non ou mal payé échoit, note AQ, aux « races » considérées comme

inférieures (Indiens, Noirs).

1.2. L'importance de la « race »

De ce fait, il faut voir en quoi ce système produit des « classifications sociales », pas seulement concernant la production mais aussi le genre et la race. Travail, sexe et race « sont les trois instances centrales autour desquelles s'ordonnent les relations conflictuelles d'exploitation/domination » (Quijano, 2007, in 2020, p. 356). La race est la distinction la plus récente et la moins théorisée : elle est pourtant en ligne directe l'héritière de la vision européenne des peuples « primitifs » dont on a même débattu de leur appartenance à l'espèce humaine (controverse de Valladolid). C'est « l'héritage le plus profond et durable de l'expérience coloniale » (Quijano, 2003 in 2020, p. 314) et « l'instrument le plus efficace de domination sociale des 500 dernières années ».

Chaque élément de classification n'a rien à voir avec la biologie et « est le résultat de disputes pour le contrôle des ambitions sociales » (Quijano, 2007 in 2020, p. 358).

La colonisation codifie le phénotype et crée « l'homme de couleur » et le « blanc » « comme des façons de légitimer les relations de domination imposées par la conquête » (Quijano, 2000, p. 533). Replacée dans le contexte latino-américain, cette importance de la « race » renvoie à l'attention portée (au Mexique notamment) par les Espagnols dès le XVII^e siècle aux combinaisons raciales obtenues par métissage (espagnol et indien, indien et noir, etc.) [4](#).

La race est tellement importante dans la structuration mentale de l'Occident colonial que « l'autre » ne peut être... qu'asiatique. C'est l'Est qui se différencie de l'Ouest. C'est l'orientalisme (Saïd) qui concrétise cet « autre ». Les Noirs et les Indiens sont absents de la carte du monde ! Tout juste indique-t-on que ces peuples « primitifs » sont composés de groupes distincts, d'où l'importance des ethnies dans l'œil du colonisateur. « Dans la non-Europe, il n'y a que des tribus. » (Quijano, 2007, p. 352)

Sans constituer une révélation, l'origine et l'importance des discriminations de genre et de race permettent de jeter un regard critique sur la constitution des élites dirigeantes de l'économie dans de nombreux pays. La prise en compte de la « race » a longtemps été un tabou dans de nombreuses sciences sociales. Le regard d'AQ offre un élément de compréhension de l'instabilité politico-sociale de pays latino-américains ou caribéens notamment et soulève la question de la légitimité sociologique des dirigeants (une élite masculine blanche par rapport à une population métisse à composante autochtone ou bien une élite nationale masculine eurocentrée par rapport à une main-d'œuvre « indigène »). De ce manque de légitimité peuvent découler des échecs dans la mise en place de politiques ou d'outils de gestion inadaptés aux contextes cognitifs et sociaux sur lesquels ils sont censés s'appliquer.

La construction historique de la notion de race fait l'objet, depuis longtemps, de discussions chez les historiens, mais la thèse de AQ, qui la fait remonter à la « pureté du sang » au moment de la reconquête espagnole contre les Arabes au XV^e siècle est largement soutenue. Il en est de même de son idée de légitimation de la discrimination raciale par les besoins d'un système mondial d'exploitation (voir Les

Mondes de l'Esclavage, Ismard P. (dir.), Seuil, 2021).

1.3. Une critique de l'épistémologie euro-centrique

Plus globalement, AQ développe une critique de ce qu'il appelle l'eurocentrisme, c'est-à-dire le fait que la colonialité ait abouti à « la colonisation des perspectives cognitives, des modes de production et d'attribution du sens » (Quijano, 2000, p. 540).

Prétendument universels, ces modes de pensée comportent des outils intellectuels qui vont dans le sens des intérêts du capitalisme : l'objectivation et la quantification [5](#).

Non pas qu'il faille dévaloriser la rationalité et la science comme l'a fait le Post-modernisme, dans une perspective européenne. Mais il faut pour la recherche, nous dit AQ diversifier les modes de pensée et « éviter la fétichisation positiviste de l'article scientifique et la dévalorisation du travail scientifique par le post-modernisme » (Germana, 2020, p. 16).

AQ dénomme « intersubjectivité » les connaissances et les croyances « modernes » imposées aux peuples colonisés. L'Europe implante ses manières de pensée et supprime les cultures et les mentalités locales. Ceci implique des oppositions qu'il convient de remettre en cause (nature/culture, sujet/objet, cerveau/corps, développé/primitif), et des modes de réflexion (par exemple : le fait que le tout est supérieur aux parties) qui sont nées en Europe et ne correspondent plus aux conditions actuelles de production des connaissances (Quijano, 1992).

L'imposition de modes de pensée occidentaux explique que, malgré l'ancienneté des faits évoqués et l'indépendance politique de l'Amérique latine « la colonialité du pouvoir n'a jamais pu être éradiquée ni même réduite ni sérieusement questionnée » (Ibid., p. 319).

AQ esquisse également une approche méthodologique cohérente avec ses analyses historiques. Il n'est pas question de chercher à débusquer un modèle général. La réalité historique est complexe et hétérogène : aussi se méfie-t-il des grands systèmes. Le chercheur doit aller au plus près du terrain, dans une approche qu'on pourrait qualifier de « compréhensive ». Il faut « percevoir les gens, leurs actions, leurs relations et les processus auxquels ils participent » (Quijano, 2003 in 2020, p. 305).

1.4. Un chercheur engagé

On l'aura compris, la recherche, pour AQ n'a de sens que par rapport à un objectif de libération humaine. L'objectif est « la dévolution aux gens, directement ou indirectement, du contrôle des instances basiques de leur existence sociale : travail, sexe, subjectivité, autorité » (on retrouve les quatre éléments précités) (Quijano, 2007, p. 370).

Il faut montrer que la globalisation capitaliste n'est pas une évolution « naturelle » et inévitable, une « fin de l'Histoire ». Des conflits peuvent ménager des marges de manœuvre aux acteurs.

Il ne s'agit pas pour autant de proposer un système cohérent alternatif au capitalisme qui aboutirait à un autre totalitarisme. AQ participe au Forum Social Mondial à

plusieurs reprises. Il est intéressé par les expériences autogestionnaires notamment « indigènes ». Il écrit de nombreux articles sur la situation politique de son pays.

L'œuvre d'AQ donne également un exemple d'un travail de recherche érudit se déroulant en dehors des canons académiques les plus contraignants (ceci est bien sûr lié au contexte latino-américain).

Après avoir enseigné pendant l'essentiel de sa carrière à l'université San Marcos à Lima, il est recruté sur le tard en 1995, à l'université de New York à Binghamton, ce qui ne l'empêche pas de faire des conférences dans de nombreuses universités latino-américaines [6](#).

2. Le contexte latino-américain

Pour mieux comprendre l'apport d'AQ et des penseurs latino-américains partageant les mêmes préoccupations, il n'est pas inutile de rappeler succinctement le contexte économique et anthropologique du continent.

- Sur le plan économique, il s'agit pour la plupart des pays d'économies dépendantes de leurs ressources naturelles (mines, forêts, agriculture et élevage), ressources depuis toujours objet de convoitises étrangères (nord-américaines, européennes et aujourd'hui chinoises) et dont beaucoup sont aux mains d'entreprises multinationales. S'y ajoute l'importance des flux financiers internationaux liés au trafic de stupéfiants. Le sentiment de dépendance et la crainte de la prédation y ont donc quelque fondement. La mondialisation des échanges peut y apparaître comme un jeu favorable aux puissances économiques dominantes, même si les élites politiques et économiques locales y sont grandement favorables à cause des bénéfices qu'elles en retirent (importateurs, grands propriétaires fonciers, banquiers, avocats...). À cela s'ajoute la corruption répandue des hommes politiques. Les bénéfices pour la majorité de la population paraissent au contraire souvent réduits.
- Sur le plan sociologique, l'analyse qui prévaut est celle de la persistance, malgré une indépendance politique ancienne, de structures coloniales. Les grands propriétaires fonciers, alliés aux militaires et soutenus par la majorité de l'Église catholique conservent le pouvoir entre les mains d'une « oligarchie » blanche ou métisse de culture majoritairement européenne. Les peuples autochtones ou métis africains, majoritaires dans les campagnes et les petits emplois des grandes villes sont largement marginalisés.
- Un mouvement d'affirmation identitaire des peuples autochtones se développe depuis les années 1970, avec un regain dans les années 1990-2000 dans les pays à forte composante indienne (Mexique, Amérique Centrale, Pérou, Équateur, Bolivie notamment), mouvement reconnu par l'ONU.

Cette revendication « indigène » n'est pas seulement culturelle [7](#). Elle est aussi et surtout économique (propriété des terres) et politique (souveraineté locale).

Dans ces pays, les tensions entre communautés locales et représentants de l'État central sont fortes et anciennes. Certains conflits sont de grande violence (rébellion armée au Chiapas, Mexique, au Pérou et au Nicaragua, notamment ; répression quasi-

génocidaire des Mayas au Guatemala dans les années 1960...).

Des transformations politiques sont en cours, dans le sens d'une affirmation des droits des peuples autochtones, par exemple la consultation obligatoire de ceux-ci en cas de projet d'exploitation (Pérou), ou la création des « autonomies indigènes paysannes » (Bolivie).

3. Actualité, limites et questionnements

« Le concept de colonialité du pouvoir ouvre un espace de reconstruction et de restitution de mémoires silencieuses, réduites aux subjectivités réprimées, au langage et au savoir subalternisés. » (Mignolo, 2007, p. 451)

Est ici soulignée l'extension que nous apporte ce concept en ce qui concerne des lieux, des cultures, des populations jusqu'à présent marginalisés [8](#).

Le concept est aussi un outil d'analyse pour des situations économiques ou de gestion asymétriques, dans lesquelles un pouvoir multiforme est exercé sur des territoires ou des groupes sociaux. On pense à la recherche en organisation, en contrôle ou en management international où ce concept peut enrichir la panoplie des approches critiques du management.

Il permet aussi de mettre l'accent sur les déséquilibres engendrés par la mondialisation libérale et la brutalité des contrastes entre populations, y compris sur les mêmes territoires [9](#).

Le thème des formes de contrôle de la main-d'œuvre, essentiel pour la gestion des ressources humaines, est ici clairement historicisé, dans une perspective large : salariat mais aussi travail indépendant, travail informel et différentes formes de servitude persistant jusqu'à aujourd'hui [10](#).

On remarquera aussi que l'idée d'AQ d'une réutilisation par le capitalisme contemporain de formes anciennes d'organisation du travail n'a fait que renforcer récemment sa pertinence grâce aux constats que l'on peut faire aujourd'hui sur les formes du travail : ouvrières contrôlées et hébergées sur le lieu de travail (exemple : industries manufacturières asiatiques), pseudo-indépendance d'un sous-traitant ou prestataire dans un rapport économique asymétrique (par exemple : « capitalisme de plateforme »), évolution du salariat dans le sens d'un encadrement par un droit commercial plus que du travail...

L'apport d'AQ, conjointement à d'autres [11](#) peut inciter à réfléchir à une production de connaissances « contre-hégémonique » (Gartman et al., 2015). Pour les sciences de gestion, cette orientation passe par des changements sur plusieurs fronts, déjà évoqués dans la littérature proche du courant postcolonial en management (par exemple Prasad, 2003 ; Ibarra-Colado, 2006).

Entre autres :

- limiter la toute-puissance de l'anglais et des formes académiques nord-américaines imposées ;
- ouvrir des terrains sur des sujets non couverts ou pudiquement voilés

- (discriminations, racism, corruption, exploitation) ;
- associer les acteurs sociaux à la construction des dispositifs de gestion ;
 - faire l'analyse « historico-sociale » des nouveautés managériales ;
 - s'ouvrir à des modes de raisonnement exogènes par rapport à l'académie euro-américaine.

Pour certains (Dussel, Barbosa de Santos), une alliance est possible entre une « modernité » débarrassée de son impérialisme et une altérité riche et diverse (Araujo Misocky, 2019).

Du côté des limites, un regard sur les critiques contre l'eurocentrisme porté aujourd'hui ne peut manquer de constater que de nouvelles puissances ont émergé ne s'autorisant pas de l'Occident (Russie, Émirats et surtout Chine). La domination euro-occidentale n'est plus aussi frappante. Sans aborder un vaste débat dépassant notre objet, on peut avancer que le capitalisme des années 2020 ne ressemble pas complètement à celui décrit dans les années 1980-1990.

Une limite commune à Quijano, à Spivak [12](#) et plus généralement au courant post ou décolonial consiste à se représenter l'Occident comme un bloc culturel homogène, dominé par une raison et une science conquérantes sans voir les résistances, les fissures et les doutes qui les traversent. Une tension a toujours eu lieu entre raison « moderne » et croyances « traditionnelles », même au cœur de l'Europe industrielle.

Le succès récent des thérapies orientales, de l'ésotérisme, du complotisme dans une large fraction des populations occidentales atteste de plus du regain d'intérêt pour des croyances s'écartant de l'idéologie des « Lumières » et qui ne sont pas précisément « progressistes ».

Ces auteurs font également peu de place (sauf le marxisme) aux courants européens ayant lutté contre l'impérialisme économique et culturel portés par certains intellectuels anticolonialistes ayant parfois inspiré les idées de libération et d'égalité reprises par ces auteurs du « Sud ». Une mauvaise interprétation de leur message consisterait également à sous-estimer l'ampleur de l'exploitation, passée et actuelle, des travailleurs occidentaux non « racisés ».

Pour revenir à Quijano, on pourrait même s'étonner à l'évocation de la « famille bourgeoise » comme un élément de base du système socio-économique hégémonique occidental. L'Europe est le théâtre aujourd'hui d'un éclatement des structures familiales et des identités et rôle sexuels remettant en cause la suprématie de ce modèle.

On peut rejoindre par contre son analyse sur la persistance des structures patriarcales chez les décideurs et les managers et dans de nombreuses professions à la pointe du capitalisme international (activités financières, banques, audit, commerce international, par exemple où les femmes sont peu nombreuses).

La condamnation de l'eurocentrisme ne va donc pas sans une certaine schématisation, que certains estimeront nécessaire pour camper une position radicale mais que d'autres considéreront comme une faiblesse de l'analyse proposée.

Conclusion et mise en perspective

Sociologue passionné d'histoire, AQ apporte une compréhension globale du déploiement des politiques et des systèmes de gestion contemporains, à partir d'un point de vue décentré. Il contribue à intégrer dans l'analyse économique des éléments jusqu'à présent absents ou traités dans certaines disciplines (dont le management) avec une pudeur excessive (la servitude, le sexe, la race).

Il ouvre, avec d'autres, le chantier de construction de sciences sociales non hégémoniques, au sein duquel les sciences de gestion et du management devraient avoir leur place.

Travaux de l'auteur

Comme pour beaucoup d'intellectuels latino-américains de sa génération, la bibliographie d'AQ est composée d'essais, de conférences et d'articles dans des revues très diverses, principalement latino-américaines. On n'y trouvera pas d'articles dans des « grandes » revues scientifiques (nord-américaines). Cette non adoption des codes « scientifiques » normalisés occidentaux est cohérente avec le contenu des thèses développées. Les textes sont le plus souvent des essais à caractère théorique et à fondement socio-historique.

Peu de textes sont traduits [13](#). Par ailleurs, le lecteur habitué aux nombreuses références auteur-date, aux tableaux et graphiques et aux vastes développements empiriques sera déçu.

Les textes qui nous ont servi sont principalement :

Quijano A. (1992), Colonialité et modernité/rationalité, *Peru Indigena*, 13(29), 11-20.

Quijano A. (1993), Race, ethnicité et nation, Mariategui : Questions ouvertes, reprises dans CLACSO 2020.

Quijano A. (2000), Colonialité du pouvoir, eurocentrisme et Amérique latine (2000), *Nepantha* 1, 3, Views from the South, Duke University, 553-571.

Quijano A. (2003), El trabajo al final del siglo XX, in B. Founou-Tchigoua B. (dir.), *Pensée sociale critique pour le XXIe siècle*, Mélanges en l'honneur de S. Ainesi, L'Harmattan, Paris, repris dans CLACSO 2020.

Quijano A. (2007), Colonialité du pouvoir et classification sociale, dans Castro-Gomez S., Grosfoguel R. (éd.), *Le tournant décolonial*, Bogota, Siècle de l'homme.

Quijano A. (2007), Race et colonialité du pouvoir, *Mouvements*, 3(51), 111-118.

N.B. Les principaux textes ont été rassemblés en 2020 par le CLACSO (Conseil latino-américain des sciences sociales) dans un document très utile et accessible. Des références aux pages indiquées dans les citations de ce chapitre renvoient à ce document et non pas à l'article dans sa forme originale.

Autres références

Araujo-Misocky M. (2019), Contribution d'Anibal Quijano et E. Dussel à une perspective anti-managériale pour la défense de la vie, *Cahiers d'administration*, 32,

- Bourguignon-Rougier Cl. et al. (dir.) (2014), *Penser l'envers obscur de la modernité. Une anthropologie de la pensée décoloniale latino-américaine*, PULIM, Limoges.
- Bourguignon-Rougier Cl. (2016), *Le concept de race chez AQ, à l'épreuve de deux approches historiques*, *Revue d'Etudes Décoloniales*, (1).
- Gantman E., Yousfi H., Alcadipani R. (2015), *Défier la domination anglo-saxonne en matière de gestion et de connaissances organisationnelles*, *Revista de Administracion des Empresas*, 55, 2 hal-shs-01631084, 2017.
- Germana C. (2020), *La pensée d'Anibal Quijano : le grand projet de subversion du pouvoir dans Cuestiones Horizontes*, CLACSO.
- Hurtado Lopez F. (2017), *Universalisme ou pluriversalisme ? Les apports de la philosophie latino-américaine*, *Tumultes* 1(48), 39-50.
- Ibarra-Colado E. (2006), *Études organisationnelles et colonialité épistémique en Amérique latine*, *Organisation*, 13(4), 463-488.
- Oudin-Bastide C., Steiner Ph. (2015), *Calcul et Morale. Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation 18e-19e siècles*, Albin Michel, Paris.
- Prasad A. (éd.) (2003), *Théorie postcoloniale et analyse organisationnelle : un engagement critique*, Palgrave, New York.
-

1. Anibal Quijano : AQ dans la suite du chapitre.

2. Le legs colonial, l'eurocentrisme et le mouvement historique de développement du capitalisme depuis 1492 sont traités dans les travaux de S. Amin (économiste marxiste : l'Eurocentrisme 1989), Ch. Tilly (1990), E. Dussel et W. Mignolo (1995) notamment.

3. Les traductions des textes en espagnol sont de l'auteur de ce chapitre.

4. La « Galerie des Castes Mexicaines » du Musée de l'Histoire Mexicaine à Mexico, par exemple, présente 133 peintures réalisées par de fameux peintres « novohispanos » illustrant des couples et enfants « aux sangs mêlés » dans tous les cas de figures possibles. Vingt trois combinaisons sont présentées, ayant chacune un nom différent (mulâtre, zambo, etc.).

5. On pourrait rapprocher ce propos des calculs économiques très précis ayant accompagné le débat sur la poursuite de l'esclavage au début du XIXe siècle. Un des premiers exemples de calcul de coûts et de « productivité » du travail porte sur la comparaison de l'esclavage par rapport au travail libre (voir Oudin-Bastide et Steiner, 2015).

6. Ce choix est souvent reproché à de nombreux auteurs du courant postcolonial, en opposant la teneur anti-occidentale de leurs thèses et le confort personnel d'une fonction dans une université nord-américaine (Grosfoguel, Spivak, Bhabha, Saïd...). AQ, lui, n'a jamais accepté un poste fixe à l'étranger.

7. Rappelons que le Pérou, pays natal d'AQ reconnaît 55 peuples différents parlant

47 langues. La constitution bolivienne de 2009, quant à elle, parle d'un État « plurinational » composé de 36 nations autochtones.

8. Il en est de même dans l'apport de G. Spivak (cf. [chapitre XLI](#)).

9. Un exemple récent en est l'ouverture d'un grand centre de distribution Amazon à Tijuana (frontière du Mexique) où, pour desservir le marché étatsunien, l'entreprise, située au milieu de bidonvilles, emploie des salariés mexicains à neuf euros par jour (Le Monde, 17.09.2021).

10. Le Bureau International du Travail (BIT, Genève) estimait en 2016 à environ 40 millions le nombre de personnes se trouvant sous l'une des formes de l'esclavage.

11. Notamment Barbosa de Santos, Dussel, Mignolo... On se reportera aussi dans le présent ouvrage au [chapitre XLI](#) sur Spivak, chapitre XL sur Saïd, chapitre XXVII sur Mbembe.

12. Voir [chapitre XLI](#) de cet ouvrage.

13. Sur les 187 références d'articles et d'ouvrages (liste établie en 2020 par des spécialistes), seuls 9 sont en langue autre qu'espagnol, dont 4 en français (traduction). La non-traduction de textes non européens, la difficile connexion entre zones universitaires distinctes, la prédominance de l'anglais sont en eux-mêmes des phénomènes de suprématie occidentale ayant un lien direct avec les thèmes traités pa